



KinTPV

**Attestation individuelle relative à l'utilisation d'un logiciel de caisse
satisfaisant à des conditions d'inaltérabilité, de sécurisation, de
conservation et d'archivage des données (CGI, art. 286, I-3° bis)**

Je soussigné, DUFAY Jean-Baptiste, représentant légal de la société **KinHelios**, éditeur du logiciel de caisse **KinTPV**, atteste que ce logiciel, mis sur le marché à compter du 13/12/2017, dans sa version n°8, satisfait aux conditions d'inaltérabilité, de sécurisation, de conservation et d'archivage des données en vue du contrôle de l'administration fiscale, prévues au 3° bis du I de l'article 286 du code général des impôts.

J'atteste que la dernière version majeure de ce logiciel est identifiée avec la racine suivante : v8 ou + (v9, v10, ...) et que les versions mineures développées ultérieurement à cette version majeure sont ou seront identifiées par les subdivisions suivantes de cette racine : v8.xxx ou + (v9.xxx, v10.xxx, ...). Je m'engage à ce que ces subdivisions ne soient utilisées par KinHelios de l'éditeur que pour l'identification des versions mineures ultérieures, à l'exclusion de toute version majeure. Les versions majeures et mineures du logiciel ou système s'entendent au sens du I-C-1 § 340 du BOI-TVA-DECLA-30-10-30.

Fait à SENS (89100) - FRANCE,

Le 13/12/2017,

Il est rappelé que l'établissement d'une fausse attestation est un délit pénal passible de 3 ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende (Code pénal, art. 441-1). L'usage d'une fausse attestation est passible des mêmes peines.



KinTPV

Je soussigné, _____,
représentant légal de la société _____,
certifie avoir acquis le ____/____/_____, auprès de la société KinHelios, le
logiciel de caisse mentionné au volet n.1 de cette attestation.

J'atteste utiliser ce logiciel de caisse pour enregistrer les règlements de mes clients
depuis le ____/____/_____.

Fait à _____, le ____/____/_____.

Signature du représentant légal :

Il est rappelé que l'établissement d'une fausse attestation est un délit pénal passible de 3 ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende (Code pénal, art. 441-1). L'usage d'une fausse attestation est passible des mêmes peines.